

B. Un outil d'affirmation de la puissance chinoise ?

Dans quelle mesure les nouvelles routes de la soie peuvent être un objet de tensions entre les pays ou, au contraire, un outil de leur rapprochement ?

1. Un outil de domination chinoise à l'étranger ?

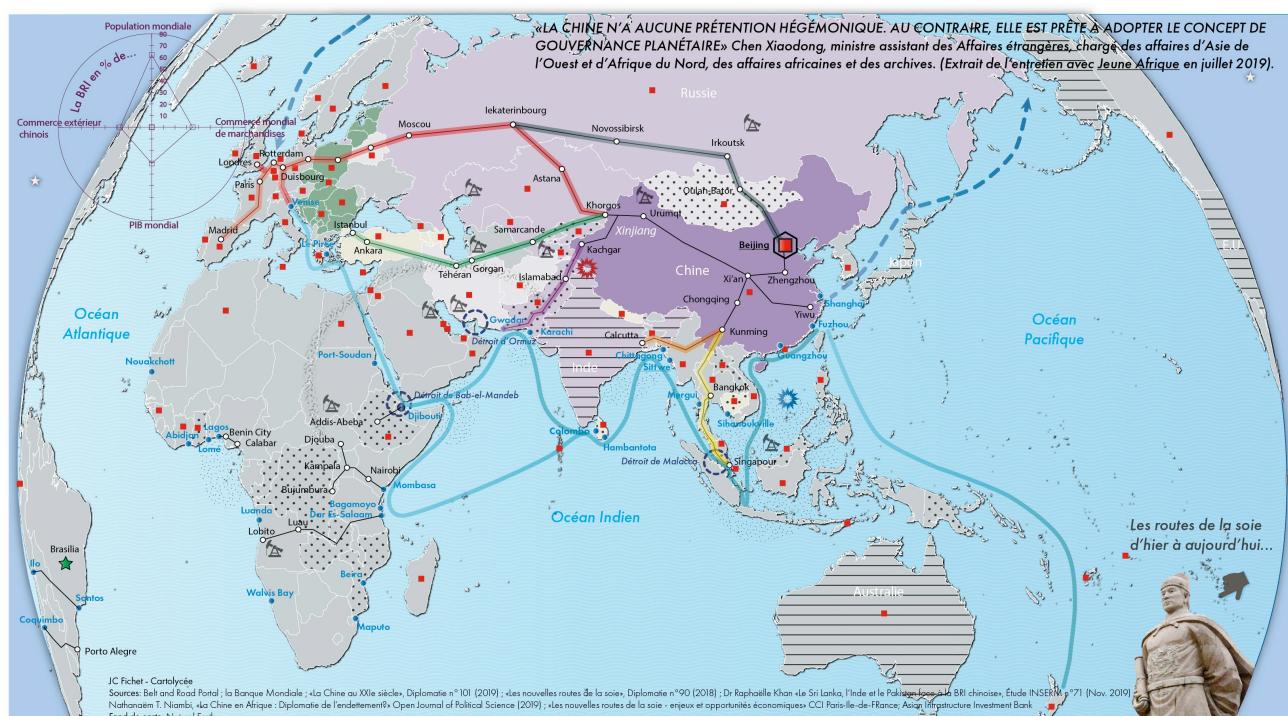
Xi Jinping décrit son projet comme un renforcement de l'amitié et de la coopération sans « l'intention de [s']ingérer dans les affaires internes d'autres pays ». Le président chinois ne peut se permettre d'énoncer une volonté de domination à l'étranger. Les mots choisis évoquent plus l'idée d'une collaboration.

Malgré tout, la Chine peut, grâce à ce projet, renforcer sa domination à l'étranger en traversant trois continents. Il permet aussi d'assurer une forme de domination et de dépendance des pays à travers le versement d'investissements.

Pour le spécialiste L. Carroué le projet offre l'opportunité à la Chine de « nouer des alliances politiques et diplomatiques durables avec les États bénéficiaires » ce qui étend donc la sphère d'influence chinoise et permet au pays de s'affirmer comme une puissance continentale et mondiale

Les nouvelles routes de la soie : « Tous sous un même ciel »

La « Belt and Road Initiative » (BRI), lancée en 2013 par Xi Jinping est-elle l'illustration d'une superpuissance chinoise?



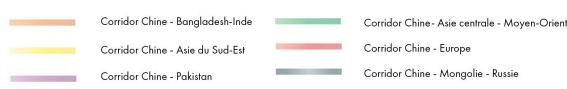
1. La Belt and Road Initiative : un assemblage complexe aux objectifs pluriels.

Un objectif économique : garantir les échanges commerciaux et sécuriser les approvisionnements.

- Les composantes terrestres de la BRI:

Principaux axes de communication terrestres existants ou planifiés (axes ferroviaires / axes routiers)

Six corridors stratégiques organisent les routes terrestres de la soie :



- Les composantes maritimes de la BRI:

Route de la soie maritime du XXIe siècle.

→ Projets de route maritime arctique.

Ports, existants ou en projet dans lesquels la Chine possède des participations économiques (sur le territoire national chinois le symbole renvoie aux grands ports).

Principaux bassins d'hydrocarbures qui garantissent les importations chinoises.

Siège de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII ou AIIB), créée en 2014 : Un outil de financement des projets et de gouvernance internationale.

Pays membres de la BAII (régionaux et non régionaux).

Un objectif politique : un modèle de gouvernance et développement qui se veut une alternative au modèle occidental (Consensus de Pékin).

- L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) : une initiative initiale ancienne de sécurisation des frontières en Asie centrale (2001).

États membres : États observateurs : États partenaires de discussions :

- Une diplomatie des sommets.

Les forums Chine - Afrique depuis 2000, 7ème forum à Beijing en 2018 : la Chine promet une aide de 60 milliards de dollars au continent africain.

Le 2ème forum des « Nouvelles routes de la soie » (avril 2019) est l'occasion pour la Chine de multiplier les signatures d'accords de coopération.

Premier forum sur la coopération Chine - Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) - 2014.

Les 16 pays d'Europe centrale et orientale participant au format « 16 + 1 » : une coopération avec la Chine engagée depuis 2012.

2. Des difficultés à surmonter et une stratégie chinoise qui suscite des inquiétudes.

A l'échelle de la Chine.

Le Xinjiang : une province riche en ressources, au carrefour des routes terrestres de la BRI, mais qui connaît des tensions. Les Ouïghours, peuple turcophone à majorité musulmane subit la répression du régime chinois qui souhaite maîtriser la région au détriment du respect des droits des minorités.

A l'échelle de l'Asie et du monde.

Cahemire pakistanois par lequel passe le corridor Chine - Pakistan : une région contestée, revendiquée par l'Inde et soumise à de fortes tensions.

Arc des crises marqué par une instabilité politique, des conflits et/ou des risques terroristes : une menace pour les intérêts et investissements chinois.

Espaces maritimes soumis aux risques de piraterie.

Détroit stratégique : la nécessité de sécuriser les itinéraires maritimes.

Djibouti : base militaire officiellement possédée par la Chine à l'étranger (inaugurée en 2017).

La mer de Chine méridionale au cœur des tensions et des revendications de souveraineté entre la Chine et ses voisins (ex: Spratley, Paracel).

Pays vulnérables financièrement vis à vis de la Chine. Les prêts chinois constituent une part importante de la dette nationale*.

Le groupe « Quad » (Quadrilateral Security Dialogue) : Quatre puissances inquiètes d'une possible hégémonie chinoise et qui souhaitent proposer des alternatives aux nouvelles routes de la soie.

* Aux pays représentés sur la carte il faut ajouter : Maldives, Seychelles, îles Cook, Fidji, Samoa, Tonga et Vanuatu.

2. Des points de tension

Tandis que Xi Jinping parle de son projet comme un moyen de « renforcer l'amitié et la coopération avec tous les pays impliqués dans les nouvelles routes de la soie » et comme « un nouveau modèle de coopération gagnant-gagnant », la caricature laisse au contraire supposer que le seul pays à s'enrichir est la Chine.

Caricature p.143 : Représentée par un dragon, la Chine possède à ses pieds un gros sac estampillé du sigle dollar. La caricature ne semble guère évoquer de coopération car le seul pays réellement représenté est la Chine, les autres pays ne sont pas mentionnés. Seul le nom des continents est indiqué. Enfin, si Xi Jinping parle d'une coopération internationale, les États-Unis sont clairement exclus du projet avec un oncle Sam ligoté et isolé sur son continent.

Les Japonais ont souvent été en désaccord avec la Chine et les nouvelles routes de la soie sont un nouveau point de tension entre les deux pays.

3. OUVERTURES ET REFLEXIONS

► Un vecteur de rapprochement entre la Russie et la Chine ?

Les documents permettent de déceler les ambitions des deux pays, les potentialités apportées par les nouvelles routes de la soie et les tensions qu'elles peuvent engendrer.

Rappel :

- en janvier 2018, le Bureau d'État à l'information de la République populaire de Chine a publié un « document blanc » énonçant les objectifs de Pékin en Arctique : des missions scientifiques, le commerce et la navigation, la protection de l'environnement, l'extraction des ressources (gaz et pétrole) et l'intégration de cet axe polaire dans le vaste plan de nouvelles routes de la soie à travers une « route de la soie des glaces ».

Si la Chine se greffe à l'Arctique c'est pour ses ressources et pour renforcer son statut de puissance géopolitique.

Pour autant, le partenariat avec la Russie pourrait achopper sur plusieurs points et fragiliser la position chinoise en Arctique. Depuis l'arrivée au pouvoir de V. Poutine en 2000, l'Arctique joue un rôle clef dans la rhétorique patriotique russe et une militarisation du Nord peut inquiéter les partenaires de la Russie.

1. Les craintes de la Russie et le projet de « route de la soie des glaces »

Selon F. Detry, la Russie craint de ne devenir qu'un territoire traversé par des échanges et par les nouvelles routes de la soie sans pouvoir contrôler et bénéficier du commerce qui la traverserait. La Russie s'inquiète aussi de ne devenir qu'un fournisseur de matières premières : des pays ne s'intéressent à la Russie que pour son gaz ou son pétrole sans qu'elle puisse en contrôler l'exploitation et le tarif. De plus, la Chine profite de son projet des nouvelles routes de la soie pour investir et sceller des alliances politique et militaire avec d'anciens alliés de Moscou lui faisant donc de la concurrence.

Malgré ces peurs, on observe actuellement un rapprochement entre les deux puissances. Cela s'explique par l'ambition de V. Poutine de voir ses échanges augmenter grâce au projet de Xi Jinping. Ce rapprochement s'illustre par des discussions pour créer une zone de libre-échange et une « route de la soie des glaces ».

2. Le Kazakhstan : un pont entre la Chine et la Russie

Ces deux pays y sont présents sous différentes formes :

- Le Kazakhstan est d'abord un client important de la Russie avec 38,6 % de ses importations provenant de son voisin russe. De plus, la présence russe se matérialise à Baïkonour, site de décollage des fusées.
- De son côté, la Chine manifeste sa présence par les voies ferrées qui traversent le pays, l'aménagement du port d'Aktau ou encore les 2 milliards de dollars d'aide au développement reçus depuis 2015.

Enfin, on peut imaginer que le Kazakhstan soit un pont entre les deux pays dès lors que la Chine et la Russie décident de financer des projets conjoints dans le pays comme ceux destinés à exploiter du gaz, du pétrole ou de l'uranium kazakh dont les oléoducs ou gazoducs traversent le sol des deux puissances.

Ainsi, La Russie et la Chine ont montré qu'un État peut trouver des intérêts économiques et géopolitiques au projet des nouvelles routes de la soie.

► Pourquoi l'Inde s'oppose-t-elle aux « nouvelles routes de la soie » chinoises ?

L'Inde et son opposition au projet chinois conduit à la création d'un contre-projet, le corridor de croissance Asie-Afrique ou la « Route de la Liberté ».

Elle montre les enjeux géopolitiques et les tensions qu'avive le projet de Xi Jinping

1. La « route de la liberté » <https://www.lumni.fr/video/opposition-inde-chine-des-routes-paralleles>

Le corridor de croissance Asie-Afrique, un outil parmi d'autres au service de la puissance indienne est surnommé la « Route de la Liberté ».

Il s'agit d'un « corridor de la croissance Asie-Afrique » (doc. 1 p.145 du manuel) porté par le Japon et l'Inde.

Il se veut aux antipodes des nouvelles routes de la soie en mettant l'accent sur l'agriculture, la santé, l'industrie manufacturière et le développement durable plutôt que sur le commerce.

Pour ne pas être encerclée par le projet chinois, l'Inde mène des projets favorisant les échanges en Eurasie, comme le North-South Transport Corridor (NSTC). Long de 7 200 km, ce couloir commercial multimodal améliore la connectivité entre l'Inde, l'Iran, la Russie, les pays du Caucase et l'Asie centrale.

Ce corridor doit créer des économies de temps et d'argent en évitant de passer par l'océan Atlantique. Un resserrement des liens économiques est aussi espéré dans une région où le potentiel de développement est grand. Des appendices au NSTC sont envisagés avec une nouvelle branche vers des États riches en hydrocarbures comme le Turkménistan ou le Kazakhstan.

2. La position de l'Inde face aux « nouvelles routes de la soie »

- **Une opposition marquée** : la caricature montre clairement l'opposition indienne au projet chinois.

L'Inde, représentée par le tigre (doc 2 p 145), n'entend pas devenir un animal de cirque qui obéirait au coup de fouet de son maître chinois. Ce refus est symbolisé donc par le tigre qui déclare que « les ceintures sont pour les chiens ».

- **Des raisons économiques et géopolitiques** : l'opposition indienne s'explique pour des raisons à la fois économiques et géopolitiques.

Tout d'abord, les Indiens entendent eux aussi faire fleurir leur marine marchande et leurs échanges commerciaux sans être dépendants de la Chine. L'Inde ne souhaite pas être encerclée par les routes commerciales chinoises et refuse que des ports puissent être construits sur son territoire par la puissance rivale.

Géopolitiquement parlant, l'Inde ne permet pas à la Chine d'être la seule puissance à dominer l'échiquier politique régional. L'Inde ne souhaite pas être marginalisée sur la scène politique asiatique.

- **Un projet alternatif** : l'Inde propose un contre-projet aux nouvelles routes de la soie. Il s'agit, avec l'aide du Japon, de créer un corridor de croissance entre l'Asie et l'Afrique.

Ce projet s'appuie avant tout sur les routes maritimes, à bas coût et avec une faible empreinte carbone, pour connecter les ports indiens aux ports du Kenya, de Madagascar ou de la Thaïlande. L'Inde cherche à rallier à son projet des pays qui n'ont pas adhéré au projet chinois comme l'Iran ou la Mongolie.

SYNTHESE

Le projet des nouvelles routes de la soie est un projet de développement social et économique, mais aussi un enjeu géopolitique.

En effet, ces routes traversent l'Asie centrale, zone traditionnellement sous influence russe.

Bien qu'il existe à ce jour une alliance entre Vladimir Poutine et Xi Jinping, les dirigeants de la Russie et de la Chine, ce projet pourrait créer un déséquilibre géopolitique et profiter à la Chine qui espère ainsi étendre son influence au-delà de ses frontières.

Ces zones sont aussi en cours de développement, la Chine souhaite ainsi accroître son commerce.

En étant plus présente dans la région, grâce aux routes ferroviaires et/ou aériennes, la Chine entend renforcer sa place et donc sa puissance dans la région. Les nouvelles routes de la soie sont un outil de développement pour le nord-ouest chinois, jusque-là oublié, et pour les régions frontalières traversées par le projet.

Les financements accordés par la Chine sont des atouts pour ces territoires, ce qui contribue à consolider la place dans ces régions et donc la puissance chinoise.

Cependant, le risque est grand de causer un bouleversement des équilibres en Eurasie, région jusque-là sous influence russe.